

L'opposition politique en

(5^e partie)

II - L'OPPOSITION CONSTITUTIONNELLE (SUITE)

1- La mouvance islamiste (suite)

Les «janvieristes» Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Mohamed Lamari, Smaïn Lamari, Mohamed Médiène et Mohamed Touati avaient, pour eux, la puissance de feu, l'unité de rang et la discipline des troupes placées sous leur autorité, mais, contre eux, la méconnaissance d'un terrorisme très mobile, déterrant et recyclant les organigrammes, les caches et les circuits de collecte d'armes et d'argent de l'ALN et du FLN du temps de la Révolution. A leur passif, également, une communication archaïque, débordée par la propagande des gorges profondes du DRS — le colonel Samraoui, en particulier — et des par-

ne résidant à l'étranger fit boule de neige dans le pays où, pour une fois, un scrutin national brilla par sa transparence et le Président, plébiscité par un score reflétant la réalité, le seul, de mémoire d'Algériens indépendants, à s'être distingué par sa régularité.

La défaite de l'aile militaire du FIS entrecoupée par le détournement de l'Airbus d'Air France, les massacres de Bentalfa, Raïs, Béni Messous et Haï Chekala qui firent dépêcher à Alger une mission d'enquête onusienne présidée par Mario Soares, commença à être consommée à partir de cette date.

Plusieurs mesures préventives furent prises contre un éventuel retour de flamme de la guerre : une nouvelle Constitution instituée,

guement familier par le passé. D'entrée, il abattit sa première carte : il n'accepterait jamais d'être un figurant et d'obéir à des officiers qu'il avait précédé dans les fonctions du commandement, dans l'intimité du Président respecté par tous les Algériens : Houari Bou-médiène.

A son arrivée à El-Mouradia, le président Abdelaziz Bouteflika n'avait, de toute évidence, aucune recette prête à l'usage pour remettre l'Etat sur l'axe qu'il n'aurait pas dû, selon son analyse, quitter, mais il avait certainement une intuition sur ce qu'il fallait entreprendre afin d'inverser les rapports hiérarchiques entre la présidence de la République et l'institution militaire, «pervertis» par une pratique «qui ne répondait plus aux normes mondialisées».

Il savait la tâche ardue et la perspective lointaine. Les services de renseignements, colonne vertébrale du pouvoir, renforcés, dans le feu de la lutte anti-terroriste, par la concentration, entre leurs mains, de tous les pouvoirs régaliens n'étaient pas faciles à manier. Pas plus que le général-major Mohamed Médiène, l'autorité suprême, mystérieuse et inaccessible de l'Etat réel. Aussi il se prépara à mener une longue guerre d'usure dans laquelle il ne disposait que d'une seule arme dans le manie-ment de laquelle il était passé maître : la manœuvre politique et, accessoirement, d'un levier, non moins dissuasif : le réseau de relations qu'il avait tissé avec les leaders politiques, diplomatiques et médiatiques du monde, durant son long règne sur la politique étrangère du gouvernement algérien.

Sa première action tactique fut de soumettre, par référendum, au peuple, la loi portant charte de la paix et de la réconciliation nationale par laquelle il retoqua celle du président Zeroual, ce qui lui permit de faire coup double : avoir la haute main sur la politique de pacification qui portera sa griffe personnelle ; et s'auto-légitimer, parce que la légimité que lui conféra l'élection solitaire de 1999 lui parut aléatoire parce que fausse.

Son territoire ainsi balisé, il travailla à l'étendre, progressivement, grignotant, à chaque étape, un peu plus de prérogatives, avec en ligne de mire un but stratégique : subordonner le militaire au politique.

Deux tâches lui semblèrent prioritaires dans la gestion de cette perspective :

- donner à la mouvance islamiste des gages sur sa volonté de réconcilier les différents acteurs de «la tragédie nationale» : il ne faisait pas mystère de sa conviction que l'armée avait une part de responsabilité dans la crise. Il décida, donc, de libérer Abassi Madani et de le faire expatrier, une façon de le soustraire à ceux qui seraient tentés d'en user comme d'une monnaie d'échange ;

- replacer le FLN au-devant de la scène politique, en abrogeant l'excommunication qui

Par Badr'Eddine Mili



des réformes initiées, en 2008, en 2012 et en 2016, si son avis sur la question a muté ou non et si la notion même d'opposition et de classe politique est demeurée en l'état ou transformée.

2- Le Mouvement de la société pour la paix

Le Mouvement de la société pour la paix se situe sur l'autre versant de la mouvance islamiste, le versant qui regroupe les partis fondamentalistes dits modérés, ulémistes de cœur et frères musulmans de raison.

Chevillé à une certaine idée qu'il a de la realpolitik algérienne, le MSP a tout fait pour ne pas être entraîné dans la politique jusqu'au-boutiste du FIS, collé — lorsqu'il le fallait — aux basques des centres de décision desquels il ne s'était jamais éloigné, mais, toujours, à l'écoute des pulsations de l'organisation-mère et de ses satellites, le Hamas palestinien, en particulier, auquel il emprunta sa première dénomination. Il fut, quelque part, un Pags de droite, lové dans le giron du pouvoir qui eut la prescience de miser sur lui, en même temps que sur les zaouïas, quand la survie dicta de contenir, à tout prix, les premiers déferlements du salafisme qui menaçaient de tout emporter sur leur passage.

Ce mouvement de balancier qui le caractérisa, qualifié par ses adversaires d'opposition molle, il le dut, par-dessus tout, à son concepteur et leader charismatique, cheikh Mahfoud Nahnah^(*), l'islamiste en alpaga, un personnage d'apparence débonnaire en qui certains Algériens avaient, même, vu un éventuel successeur au président Chadli Bendjedid auquel il ressemblait par ses airs de paterfamilias attentionné. Avec quelques compagnons dont Mohamed Bouslimani, son homme de confiance, paraissant tout aussi «éclairés» que lui, il cultiva cette image de partisan du juste milieu qui réactualisa, dans son projet, un vieux pré-

Chevillé à une certaine idée qu'il a de la realpolitik algérienne, le MSP a tout fait pour ne pas être entraîné dans la politique jusqu'au-boutiste du FIS, collé — lorsqu'il le fallait — aux basques des centres de décision desquels il ne s'était jamais éloigné, mais, toujours, à l'écoute des pulsations de l'organisation-mère et de ses satellites, le Hamas palestinien, en particulier, auquel il emprunta sa première dénomination.

l'avait éloigné, et rééquilibrer le rapport des forces dirigeantes du pays dans le sens d'un retour du Front à la place qui lui revenait «de droit» : le leadership de l'Etat et de la société.

Le président Abdelaziz Bouteflika n'avait, à aucun moment, admis l'idée que l'Algérie et les Algériens étaient prêts, politiquement et culturellement, à vivre sous le régime de la démocratie. Dans la pensée du démocratosceptique qu'il était, celle-ci ne saurait fonctionner, autrement, que selon la mécanique obsolète de la *moubayaâ*, une gouvernance dirigiste à consonance mystique.

On verra dans les prochains chapitres de cette étude, lorsque sera abordé le bilan de l'action de l'opposition constitutionnelle et celui

tisans du «qui tue qui ?» orchestrée par les services secrets français via les éditions La Découverte. Plus que ces embûches auxquelles ils avaient été, probablement, éveillés, c'était de l'illégitimité du HCE et de la leur, propre, qu'ils souffraient le plus, parce qu'elle les inscrivait, dangereusement, sur les listes douteuses promises au Tribunal pénal international par les Etats et les ONG étrangers hostiles «à la dictature militaire».

Le président Mohamed Boudiaf, appelé à la rescousse, sembla, un moment, pouvoir pallier le déficit ; pas pour longtemps ; assassiné, sa disparition reposa la question avec plus d'acuité. Son remplacement par le Président Ali Kafi ne régla pas, à son tour, le problème dans la mesure où l'homme qui ne tardera pas à jeter l'éponge ne disposait d'aucun pouvoir réel — autrement que moral — pour solutionner la crise dans les formes et aux conditions qu'il avait laissé entendre à ses proches.

L'arrivée, en 1994, de Liamine Zeroual, ministre de la Défense, à la «Présidence de l'Etat» — une seconde institution extraconstitutionnelle — chargée de faire revenir la Direction du pays à la légitimité qui lui manquait pour se défendre vis-à-vis de l'extérieur, dans un climat d'état d'urgence, de suspension de la Constitution et de dissolution des institutions élues — fut la solution de la dernière chance tentée par les chefs militaires.

Le président Zeroual et le général Mohamed Betchine rappelés en urgence, après avoir été obligés par Chadli Bendjedid de quitter, en 1988, leurs postes de commandement à l'ANP, avaient un profil — anciens officiers de l'ALN montés au maquis à l'âge de 16 ans — qui ne coïncidait pas, tellement, avec celui des «dafistes», une nuance de taille, passée inaperçue à ce moment-là, mais qui refera surface, intempestivement, en 1998, lorsque fut conclue par l'état-major avec Madani Mezrag la reddition de l'AIS (Armée islamique du salut), le motif prêté au Président pour justifier, en cercle restreint, une démission qui surprit tout le monde.

Finalement, et bien avant cet autre épisode crisogène, le sauvetage ne vint que du peuple qui défia l'interdit du terrorisme en se rendant, en masse, aux urnes pour élire, en novembre 1995, un nouveau président de la République, dans ce que furent les premières élections pluralistes où concoururent d'autres candidats comme Mahfoud Nahnah, président du Hamas, Nouredine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien, d'obédience bénabiste, et Saïd Sadi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie. L'exemple donné par la communauté algérien-

en 1996, l'alternance et la limitation des mandats assortie de l'interdiction de l'utilisation de la religion et des symboles de la nation à des fins politiques. Une Commission nationale consultative de défense et de promotion des droits de l'Homme ainsi qu'un Conseil de la nation où un tiers des membres, dit tiers présidentiel bloquant, sont nommés par le chef de l'Etat, l'une pour contenir les dépassements des services de sécurité, l'autre pour servir de rempart à l'action législative contre tout risque de déviation partisane. Suivra, dans un esprit d'apaisement, la loi portant rahma^(*) dont certaines dispositions furent contestées par les familles des victimes du terrorisme en raison de leur caractère jugé injuste car faisant la part belle aux repentis, absous de leurs crimes, sans confrontation publique avec leurs suppliciés ni comparution devant des tribunaux.

Le Haut-Commandement de l'armée sortit vainqueur de l'épreuve. Il se paya même le luxe de coopter dans le gouvernement d'anciens dirigeants du FIS comme Ahmed Merani après Abdelkader Guechi et Sassi Lamouri débauchés en 1992. Et, bientôt, sera mise sur pied une coalition ouverte aux entristes du MSP. Il pouvait, ainsi, tourner la page de la révolte des «émirs», les Zouabri, les Ayada, les Hattab, les Achi... et, dans la foulée, celle de Zeroual et de Betchine obligés de passer la main, suite aux réserves émises sur les accords passés avec l'AIS.

Dans l'intermède, ces derniers avaient couvert de leur silence la sanction infligée au FLN de Abdelhamid Mehri, signataire du contrat de Rome, renversé par un «coup d'Etat scientifique» et condamné à contempler, en spectateur impuissant, l'exfiltration de sa base vers un parti jumeau, le RND (Rassemblement national démocratique) à qui fut offerte, en juin 1997, une majorité de gouvernement après 6 mois seulement d'existence.

Les potences promises aux généraux par Mohamed Saïd à la mosquée El-Arkam de Châteauneuf en décembre 1991 n'étaient plus qu'un lointain et mauvais souvenir... Pour boucler ce processus de normalisation messianique, il ne restait plus aux «janvieristes» qu'à consacrer, politiquement, leur victoire militaire par l'intronisation d'une autorité civile élue, «à la régulière», qui leur ouvrirait, après l'échec des cartes Boudiaf et Zeroual, les portes de la rédemption internationale.

La personnalité déjà sollicitée, en vain, en 1994, mais partante, cette fois-ci, avait pour nom Abdelaziz Bouteflika, un homme bien informé sur ce qui se passait, réellement, dans les abysses d'un système dont il avait été lon-